

INTERVIEW

ÊTRE DE GAUCHE EN 2026

« Pour nous, l'écologie n'est pas un effet de mode »

Fabien Grasser

Être de gauche, c'est lutter pour une société plus juste qui conjugue écologie et justice sociale, affirme François Benoy, coprésident de Déi Gréng. Mais pour faire bouger les choses, il faut être prêt au compromis au sein de coalitions gouvernementales et ne pas fermer la porte au monde de l'économie, soutient l'écologiste.

Que signifie être de gauche au Luxembourg en 2026, face à un patronat et à un gouvernement qui veulent déréguler à tout crin ? Que signifie être de gauche dans un contexte international où la prédation, la haine et l'abandon des règles de droit deviennent la norme ? Après le député Déi Lénk David Wagner, le woxx a posé la question à François Benoy, coprésident des verts, conseiller communal à Luxembourg et ancien député.

Est-ce que Déi Gréng est de gauche ?

Oui, être de gauche, c'est être en faveur de l'intérêt général. On lutte pour la justice sociale, pour l'État de droit, pour le respect et le droit des minorités, pour une société plus juste. Pour mon parti, la question de l'écologie est bien sûr primordiale. Une politique écologique va de pair avec une société plus juste, avec plus d'équité sociale. On voit très bien que les gens qui souffrent déjà le plus du changement climatique et des crises écologiques sont les personnes les plus défavorisées. Tout cela est fortement lié.

Cette question est souvent résumée par le slogan « Pas de justice climatique sans justice sociale ». Comment articuler les deux ?

Les multiples crises qui agitent le monde ont souvent les mêmes causes. Que ce soit le changement climatique ou la destruction de la nature, que ce soit la dégradation des conditions de travail ou la façon dont les riches exploitent les plus pauvres. Tout cela se conjugue avec une société de plus en plus injuste.

Quelles sont les causes de toutes ces crises et de tous ces malheurs ?

Au fond, c'est l'injustice sociale, ce sont des gens qui ont plus de pouvoir que d'autres.

Est-ce que, pour vous, c'est lié au capitalisme ?

Le capitalisme extrême, le néolibéralisme et l'impérialisme en sont responsables. C'est quelque chose qui s'est développé ces dernières années.

Déi Gréng considère-t-il qu'il faut rompre avec le modèle capitaliste ou bien qu'il faut le réformer ?

Nous voulons vraiment changer les choses dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'une vraie politique écologique. Nous voulons le faire en participant à des majorités gouvernementales. Cela nous différencie des partis plus à gauche, même si je suis persuadé qu'on y trouve des gens plus pragmatiques que d'autres. Nous voulons aussi tendre la main à l'économie, même s'il faut reconnaître que c'est aujourd'hui difficile, car le monde économique est devenu plus anti-écologie. Je suis persuadé que cette approche n'est pas la bonne. Il y a un énorme potentiel d'innovation sur la transition écologique. Je trouve paradoxal que le monde économique ne voie pas plus les chances à saisir.

Dans une précédente interview consacrée à la question de la gauche, le député Déi Lénk David Wagner estime qu'on est forcément anticapitaliste quand on est de gauche. Il vous accuse aussi d'avoir mené une politique d'accompagnement du néolibéralisme quand vous étiez au gouvernement. Que lui répondez-vous ?

Il est assez radical. Mais il est vrai que le capitalisme est responsable de beaucoup de choses. Nous essayons toutefois de trouver des solutions à

travers des coalitions avec d'autres partis. Il faut aussi souligner que nous avons actuellement une très bonne entente au sein de la gauche. Le fait d'être à trois partis de gauche dans l'opposition au parlement aide chacun à retrouver une base commune de travail. Cela dit, dans l'histoire de nos partis, nous avons l'habitude de travailler ensemble dans des coalitions au niveau communal, aussi bien avec les socialistes qu'avec Déi Lénk.

Dans un rapport publié le 8 février, l'IPBES, l'équivalent du GIEC pour la biodiversité, affirme que la perte de biodiversité est l'une des menaces les plus graves pour les entreprises...

Oui, le rapport dit que perdre la biodiversité et les services écosystémiques a aussi un coût économique énorme. Mais cette réflexion s'est un peu perdue.

Dans la course à l'accumulation à laquelle nous assistons, n'a-t-on pas l'impression que les acteurs économiques se fichent que ce soit perdu ? Ils trouvent les relais politiques qui vont dans leur sens, comme au Parlement européen, où droite et extrême droite s'allient au nom de la compétitivité.

Oui, c'est une tendance générale avec la droite, l'extrême droite et les leaders populistes. L'on voit aussi de plus en plus de partis du centre qui jouent ce jeu. Ça participe à la normalisation de ces idées, et c'est très grave. Face à cela, il faut présenter des alternatives, montrer aux classes populaires que la droite et l'extrême droite mènent une politique contre les plus défavorisés. Il faut promouvoir une politique avec une main publique forte, un État fort, une démocratie participative et une transition juste. Je reste positif par rapport à cela, car je vois qu'il y a beaucoup de gens qui viennent vers nous, qui veulent travailler avec nous. On voit aussi un mouvement vert très fort,

par exemple au Royaume-Uni ou avec l'élection de Mamdani à New York : on y remarque des positionnements réellement de gauche et écologiques.

Cette convergence du bloc central avec les idées d'extrême droite touche-t-elle aussi le Luxembourg ?

Au Luxembourg, c'est assez choquant et brutal. Avant, le CSV était un parti centriste, qui cultivait le dialogue social, travaillait avec les syndicats. Depuis l'arrivée de Frieden au pouvoir, le dialogue social est rompu et des réformes libérales sont adoptées, comme les heures d'ouverture des magasins, la réforme des pensions ou celle de la fiscalité, ce qui va creuser l'écart en faveur des hauts revenus. Les chrétiens-sociaux mènent une politique du logement qui aide d'abord les multipropriétaires, et on a un ministre de l'Environnement qui démantèle des lois environnementales.

« Nous avons actuellement une très bonne entente au sein de la gauche. Le fait d'être à trois partis de gauche dans l'opposition au parlement aide chacun à retrouver une base commune de travail. »

Pour autant, on voit que Luc Frieden a du mal à tenir son agenda.

Il est encourageant de voir la manière dont l'union des syndicats a réussi sa mobilisation en juin dernier et a fait reculer le gouvernement sur les pensions. Frieden n'arrive pas à réformer comme il le voulait. Les initiatives parlementaires de la gauche, à l'exemple de celles portées par nos élus, conjuguées à l'action des syndicats, ont réussi à freiner le gouvernement dans ses réformes.

François Benoy en discussion avec le député Déi Gréng Meris Sehovic.

Lors de son congrès 2025, Déi Gréng a adopté une résolution en faveur du renforcement de la démocratie. Pourquoi était-ce important ?

L'une des réponses aux multiples crises que nous traversons passe par la démocratie participative. Il faut permettre à la population de s'impliquer. Au Luxembourg, on constate que l'écart entre la démocratie représentative et la population se creuse de plus en plus. Il y a par exemple 137.000 habitants à Luxembourg-ville, mais nous avons vu aux législatives de 2023 qu'ils n'étaient que 35.000 à voter. Comment voulez-vous que les gens se sentent représentés ? Il faut un modèle avec une vraie assemblée citoyenne. Quand j'étais député, j'ai présenté une motion sur la participation citoyenne adoptée par tous les partis, à l'exception de l'ADR. Après sa prise de fonction, Frieden a très vite dit qu'il n'en voyait pas l'intérêt. Déi Gréng continue néanmoins à y travailler.

C'est donc une proposition qui fait consensus à gauche ?

Tout le monde se dit d'accord, et c'est un peu la même chose avec l'écologie. Mais entre les déclarations et l'action politique, il y a souvent un fossé. Quand nous étions au gouvernement, on a vu les que les socialistes, qui avaient le portefeuille de l'Agriculture, n'ont pas vraiment aidé les fermiers à être plus résilients, à travailler plus écologiquement, à mieux travailler avec leurs propres terres. Ils avaient aussi la gestion de la Sécurité sociale et ils n'ont rien fait pour « écologiser » le Fonds de compensation du régime de pension. Un ministre comme Franz Fayot a en revanche essayé d'intégrer plus d'écologie dans la politique économique. De la part des autres partis de gauche, je m'attends à plus de conscience écologique, au-delà des simples mots.

Estimez-vous que gouverner, c'est forcément faire des compromis ?

Oui, par la force des choses. Mais il faut trouver des compromis qui soient toujours acceptables. Pendant dix ans, on a réalisé beaucoup de choses. Aujourd'hui, on voit le tram qui circule, on voit des transports en commun dont la qualité est fondamentalement meilleure. On a fait des réformes dans le domaine de la justice et on a spectaculairement multiplié les investissements dans le logement. C'est la raison pour laquelle nous essayons toujours de trouver des compromis. Mais comme je l'ai dit, ces compromis doivent être acceptables. Avec la droitisation du centre, ça ne deviendra pas plus simple dans les années à venir.

C'est-à-dire ?

On ne pourra jamais entrer dans un gouvernement de droite qui aide à normaliser l'extrême droite ou qui travaille avec elle. On voit qu'au niveau européen, le PPE, auquel appartient le CSV, construit des coalitions avec l'extrême droite. C'est absolument inacceptable pour nous. Cette convergence se fait toujours au détriment de l'intérêt général.

Les normes qui traduisent les valeurs européennes sont attaquées de toutes parts. L'UE défend les droits humains, la démocratie et le respect du droit international. Au moment où l'on parle tant de souveraineté, n'aurait-elle pas intérêt à imposer ses valeurs, à dire qu'on ne les lâchera pas ?

Ce sont les atouts de l'Europe. Elle a négligé pendant trop longtemps la construction d'une politique économique vraiment souveraine, fondée sur nos standards, notre vision de l'avenir et sur la solidarité entre États membres. Il faut que nous soyons fiers de ce modèle. Nous devons développer une alternative qui ne soit pas basée sur la concurrence entre pays européens, afin de construire une Europe écologique et par conséquent rési-



PHOTO : DÉI GRÉNG

liente. Malheureusement, les grands leaders européens n'ont pas encore bien compris ça.

Quand il a émis les « defence bonds », le gouvernement a évoqué l'idée de faire de même pour la transition énergétique. Y êtes-vous favorables ?

Oui, pourquoi pas. L'État doit en priorité financer la transition écologique, et c'est bien si l'on arrive à mobiliser des fonds privés pour cela. C'est quelque chose qu'on a déjà soutenu, avec par exemple des incitations fiscales pour les gens qui investissent vraiment dans la transition. Mais il est important que ce ne soit pas juste du greenwashing.

Est-ce ce que fait le gouvernement aujourd'hui ?

Quand on démantèle toutes les lois environnementales, on ne peut même plus parler de greenwashing. Je ne vois pas le travail que fait le ministre de l'Environnement pour renforcer précisément l'environnement ou créer des solutions pour une meilleure protection du climat. Il fait l'inverse.

Ces reculs environnementaux coïncident avec un reflux électoral des partis verts partout en Europe.

Dans le même temps, on voit la fraction Déi Gréng mener une politique d'opposition très active à la Chambre. Cela porte-t-il ses fruits et, plus généralement, pensez-vous que la tendance peut à nouveau s'inverser ?

Nous ne sommes évidemment plus dans la configuration qui avait vu l'émergence d'une vague verte, notamment portée par les Fridays for Future. Le vent nous était favorable, et tout le monde se disait vert. Mais pour nous, l'écologie n'est pas un effet de mode, elle fait partie de notre ADN. Aujourd'hui, on voit bien qui est écologiste et qui ne l'est pas. Mais on sent que ça change à nouveau. L'an dernier, nous avons été rejoints par 60 nouveaux adhérents. Nous avons à peu près 1.100 membres et nous recevons beaucoup de feedback de leur part. Même si la tendance générale va toujours à la droite populiste, je pense que de plus en plus de citoyens perçoivent la réponse de la gauche et de l'écologie. Il faut renforcer cette réponse pour parvenir au tournant nécessaire. Je suis optimiste.